

*Initiatives ministérielles*

Je voudrais signaler quelque chose dont je n'ai pas parlé dans mon discours il y a quelques minutes. Il s'agit de propositions mises de l'avant par la Commission des transports des provinces de l'Atlantique.

• (1240)

Cette commission a avancé un certain nombre de propositions. Je ne vais pas les énumérer ici, mais on estime à quelque 22 millions de dollars les économies que l'ensemble de ces propositions aurait fait réaliser chaque année au gouvernement fédéral en subventions aux transports, ce qui, soit dit en passant, équivaut à la moitié des subventions octroyées dans le cadre du tarif de l'Est. Compte tenu du penchant du gouvernement fédéral pour les économies et autres choses du genre, on croirait qu'il favoriserait des propositions semblables.

Or, la Commission des transports des provinces de l'Atlantique n'a reçu aucune réponse officielle à ses propositions. Absolument aucune. Cela laisse songeur. Le gouvernement semble plus prompt à effectuer des réductions et des compressions qu'à écouter et à appliquer des propositions aussi sérieuses que celles de la CTPA.

[Français]

**M. Saint-Julien:** Madame la Présidente, j'aimerais poser une question au député de Winnipeg St. James (M. Harvard) qui parlait tantôt de la mauvaise gestion de notre gouvernement. . .

**M. Gauthier:** C'est vrai cela!

**M. Saint-Julien:** Je dois dire aux Canadiens et aux Canadiennes que nous avons obtenu l'héritage de l'ancien gouvernement libéral.

J'aimerais lui poser la question suivante: Suite au Programme de déductions fiscales pour la recherche scientifique qui a été. . .

**Des voix:** Ah, Ah!

**M. Saint-Julien:** . . . mis sous le tapis par l'ancien ministre Marc Lalonde. . .

**M. Gauthier:** Change ta question, tu l'as posée hier!

**M. Saint-Julien:** J'aimerais lui poser la question suivante: Ce programme, justement. . . ce sont des nouvelles d'hier, mais je pose la question aujourd'hui. . .

**Une voix:** Il n'a pas eu de bonnes réponses à ses questions!

**M. Saint-Julien:** Madame la Présidente, j'aimerais lui demander la question suivante: Ce programme de 200 millions de dollars a été mis de l'avant et, en fin de compte, il a coûté 3.5 milliards de dollars. De plus, il s'est soldé par. . .

**M. Duhamel:** Les conservateurs en ont profité. . .

**M. Saint-Julien:** . . . 1.9 milliard de dollars de faillite, de fonds qui sont disparus à travers le monde, et aussi au Canada.

Le député est-il au courant de ce fait, madame la Présidente, et, dans l'affirmative, est-il prêt à déposer une motion à la Chambre afin de demander une enquête royale sur le programme que les libéraux avaient mis en place, lequel s'est soldé par une perte 1.9 milliard de dollars? Nous aurions pu construire 50 hôpitaux au Canada avec cette somme de 1.9 milliard de dollars.

Le député est-il prêt à déposer ici, à la Chambre, une motion afin de demander une enquête royale sur le programme de Marc Lalonde qui a été le vol du siècle au Canada?

[Traduction]

**M. Harvard:** Madame la Présidente, je tiens à remercier le député d'avoir posé la question.

Trouvez-moi un gouvernement qui n'a jamais commis d'erreur, et je vous trouverai un gouvernement qui n'a jamais rien fait. Le fait est. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Harvard:** Les conservateurs veulent-ils une réponse, oui ou non?

Le fait est que les gouvernements libéraux antérieurs ont essayé des mesures qui n'ont pas toujours donné d'heureux résultats. Il faut le reconnaître en toute franchise.

Mais je vous dirai une chose, madame la Présidente. Les gouvernements libéraux n'ont jamais détruit sciemment un programme. Ils n'ont jamais détruit d'institutions comme s'y acharne le gouvernement actuel depuis cinq ans et demi.

Si le gouvernement voulait entendre la litanie des programmes et des institutions qu'il a détruits, il faudrait que je sois ici toute la journée pour la réciter. Je me contente de rappeler à ces députés qu'ils ont décimé VIA Rail et qu'ils se sont attaqués aux programmes sociaux même si le premier ministre avait promis solennellement, durant la campagne électorale de 1984, qu'il n'y toucherait pas. Il n'en était pas question. Était-ce depuis deux mois ou trois mois qu'il était au pouvoir quand il a